



Rendez-vous Chine - 24 janvier 2017

Habitants et citoyens, gouvernement urbain à Pékin Ruptures et continuités du XIXe au XXIe siècle

Intervenants :

Judith Audin est docteure en sciences politiques. Elle a porté un regard d'ethnologue sur les comités de résidents dans des quartiers construits à différentes époques, ceux des hutongs du « vieux Pékin », ceux des logements communistes des années 1950, ceux des appartements commercialisés des dernières décennies.

Luca Gabbiani, historien, maître de conférences à l'EFEO, est familier du dispositif d'administration de Pékin, de la vie quotidienne dans la capitale chinoise et de sa modernisation entamée au cours de la dernière décennie du régime impérial (1901-1911).

Modération : **Françoise Ged**, architecte, HDR, responsable de l'Observatoire de l'architecture de la Chine contemporaine à la Cité de l'architecture & du patrimoine, chargée de cours à l'INALCO et à l'IEMN-IAE.

Les Rendez-vous Chine sont organisés en partenariat avec le CNRS, l'UMR Chine, Corée, Japon et l'EHESS

En introduction, Francis Rambert, directeur du Département de la création architecturale à la Cité de l'architecture et du patrimoine, présente l'ampleur du travail mené par l'Observatoire de l'architecture de la Chine contemporaine depuis 1997, sa portée vis-à-vis des écoles d'architecture qui ont développé des partenariats avec leurs homologues en Chine, vis-à-vis des agences et des bureaux d'urbanisme, et sur le patrimoine et le territoire, l'impact des échanges avec ses partenaires de l'Université Tongji qui ont fait bouger les lignes à Shanghai et bien sûr avec l'École de Chaillot dans l'enseignement sur le patrimoine.

Françoise Ged présente les intervenants et le fil directeur de ces RDV Chine, organisés en cette année du 20e anniversaire de l'Observatoire en partenariat avec le Centre Chine, Corée, Japon du CNRS. Notre ambition est de partager les connaissances des historiens, des anthropologues, des ethnologues, des géographes, des urbanistes sur la Chine, de faciliter les points de vue croisés sur des thématiques portées par plusieurs disciplines. Quels fils d'Ariane peuvent ainsi se tisser en croisant les interrogations sur les continuités et les ruptures de la Chine contemporaine et de l'ancien Empire du Milieu ? Pour éclairer et retrouver les apports des intervenants choisis, une sélection d'articles est mise en ligne sur la Plateforme de la Cité de l'architecture et du patrimoine. Les RDV feront l'objet d'un compte-rendu rédigé par de jeunes chercheurs intéressés par ces sujets.

Françoise Ged : Peut-on parler d'identité pékinoise aujourd'hui et comment se manifeste-t-elle ?

Judith Audin : L'identité de la ville est très marquée. Les habitants des ruelles du centre-ville qui se considèrent comme de « vieux Pékinois » (laobeijing) mettent en avant leur temps d'habitation pour se distinguer des nouveaux arrivants. Pékin est aussi la capitale politique, ce qui a une influence sur la vie des quartiers car les campagnes et événements politiques rythment la vie ordinaire. Par exemple, lors des grands événements politiques, la sécurité est bien plus présente dans les rues et implique la mobilisation des délégués des habitants.

Françoise Ged : Est-ce un fait nouveau à Pékin cette importance du statut de capitale ?

Luca Gabbiani : Non, ce n'est pas nouveau. L'identité pékinoise est liée à la politique depuis au moins cinq siècles. Pékin a été construite avec tous les attributs culturels de ce que doit être une capitale politique en Chine. Les sources iconographiques et écrites permettent de se rendre compte que la prégnance du politique a été ancrée très tôt dans l'habitus des habitants de Pékin. Sous la dynastie Qing, Pékin se distinguait également des autres villes chinoises par l'existence d'un système de gouvernement urbain propre.

FG : Quelles étaient les spécificités du gouvernement urbain de Pékin à cette époque ?

LG : Sous la dynastie Qing (1644-1911), la ville de Pékin était gérée en tant que ville. En Europe, la tradition municipale remonte à l'antiquité et fait des villes des entités à part, avec une identité propre. Ce n'était pas le cas en Chine : il n'y avait alors pas de villes indépendantes. Le système administratif était construit autour de l'administration impériale qui était répartie sur tout le territoire par circonscriptions territoriales. Les villes, jusqu'au début du XXe siècle, n'avaient pas de place propre dans ce maillage administratif malgré leur importante population. Pékin comptait alors entre 700 000 et un million d'habitants au

XIXe siècle. Ces populations importantes impliquent le besoin d'une administration. Cependant, pour la plupart des villes chinoises, les administrations locales ne se chargeaient que des questions régaliennes, le reste de la gestion urbaine était laissé à la population locale. La spécificité de Pékin était d'avoir un véritable gouvernement urbain et notamment une force de proto-police. Il faut rappeler que la dynastie Qing était une dynastie étrangère qui s'était imposée dans un pays chinois et que toute une partie de la capitale était occupée par ces populations allogènes. Les forces militaires ont progressivement dépassé leur rôle initial de maintien de la sécurité et ont élargi leur action à la gestion de la ville comme l'approvisionnement en nourriture, l'évacuation des déchets et des eaux usées.

FG : En Chine pendant la période maoïste, les unités de travail (danwei) ont joué un rôle important. Quels sont les changements induits par la réforme du logement, qui a transformé une prestation sociale en bien marchand ? Quelles conséquences sur l'organisation quotidienne dans les quartiers, alors que la société urbaine passe majoritairement du statut de locataire à celui de propriétaire ?

JA : Dans les années 1950, le logement n'était pas la priorité de la municipalité. L'objectif était de transformer les grandes villes considérées comme des lieux de consommation en lieux de production. Cela a conduit à une baisse du budget alloué à la construction des logements et à une crise du logement qui a duré jusqu'aux années 1980. Ce sont d'abord les unités de travail qui ont été responsables des nouvelles constructions et des mesures ont ensuite été prises pour que les occupants, qui louaient leur logement à bas prix, deviennent propriétaires en achetant leur logement à des prix beaucoup plus bas que les prix du marché.

FG : La réforme du logement a-t-elle représenté un effort financier important demandé à la population car les loyers étaient très faibles ?

JA : Oui, d'autant plus que les loyers ont été progressivement rehaussés dans le cadre des réformes. Pour les ventes de logement, il y a eu un double système qui a permis une transformation progressive. Des logements ont continué à être vendus à bas prix alors que des promoteurs construisaient des logements neufs vendus, eux, au prix du marché. Le logement marchand est progressivement devenu la seule voie d'accès au logement et, en 1998, une mesure a mis fin à la responsabilité des unités de travail d'allouer les logements. Aujourd'hui, il est devenu extrêmement cher de se loger dans Pékin, alors que le logement social reste encore marginal.

FG : Il y a non seulement eu un changement de statut de locataire à propriétaire, mais aussi de conditions de vie avec l'augmentation de la surface des logements. Quelles ont été, pour les habitants, les transformations dans la manière d'entretenir leur ville ?

JA : Dans les résidences construites et gérées par les danwei, les espaces partagés et les parties communes sont généralement dégradés à la différence des appartements vendus où ceux-ci sont entretenus avec soin. Les comités de résidents (juweihui) et les danwei qui étaient chargés de la gestion de la vie locale, assuraient l'entretien de l'ensemble de la résidence moyennant des frais d'hygiène peu élevés. A l'inverse, dans les ensembles résidentiels composés d'appartements vendus au prix du marché, l'esthétique des espaces partagés est fondamentale (incluant les jardins, la propreté des immeubles) car l'achat d'un logement est un investissement important mais surtout un symbole représentatif du statut social. Ces résidences sont des ensembles clos dont l'accès est contrôlé par des gar-

diens, employés par des entreprises de gestion immobilière (wuye) et dont le financement est inclus dans les charges payées par les propriétaires. Deux termes différents existent (fangzhu et yezhu) pour désigner les propriétaires d'un logement. Les propriétaires de nouveaux logements (yezhu) peuvent bénéficier des nouveaux cadrages permis par la loi sur la propriété de 2007 (wuquanfa) mais ce n'est pas le cas des anciens propriétaires.

FG : Et qu'en est-il de la première modernité, celle du début XXe à Pékin ?

LG : Entre 1997 et 2000, alors que je travaillais sur les archives impériales du début du XXe siècle, j'ai été frappé par l'écho de l'Histoire sur le présent à un siècle de distance. Alors que je voyais la ville se transformer sous mes yeux, les archives que je consultais faisaient également état de mutations majeures à cette époque. La question du devenir de la ville était alors centrale car l'Etat était en crise depuis au moins le milieu du XIXe siècle. Cette crise était particulièrement visible à Pékin. Tout le système traditionnel de gestion de l'espace urbain, qui était basé sur son statut de capitale et sur l'impératif de son rayonnement, avait périclité depuis la rébellion des Taiping et avait achevé de s'effondrer avec la révolte des Boxers. Cela a poussé à l'importation de modes d'organisation municipale venus d'Occident via le Japon et à donner aux villes chinoises une existence propre d'un point de vue institutionnel. Cela a permis la transformation de Pékin. On a alors construit des égouts souterrains, recouvert les rues de macadam, importé le pousse-pousse du Japon, etc.

FG : Que s'est-il passé alors à Pékin, dans cette trame urbaine ancienne, définie par un édit impérial sous la dynastie mongole en 1285 ? Comment le pouvoir impérial a-t-il pu mettre en œuvre de telles transformations alors même qu'il était remis en cause ?

LG : Du fait de son statut de capitale, Pékin vivait sous perfusion des crédits de l'Etat. La crise des finances de l'Etat depuis le milieu du XIXe siècle a entraîné l'abandon d'une partie des tâches du gouvernement urbain. Pékin disposait d'un système de canaux et d'égouts très sophistiqué, rendu d'autant plus nécessaire du fait des importantes pluies d'été et de la géographie très plate de la ville, susceptible de provoquer d'importantes inondations. Ce système, nécessitant un entretien régulier, tombait alors en ruine. L'image de la ville renvoyée par les étrangers était alors très négative ce qui contraste fortement avec les récits même des voyageurs étrangers, qui, jusqu'au milieu du XIXe siècle, étaient fortement impressionnés par la capitale. Un tel contexte a entraîné un sursaut et contribué à d'importantes réformes du système administratif, y compris municipal. Pékin s'est alors dotée d'une police civile qui a pris en charge la reconstruction des rues et des réseaux d'évacuation. En plus de la levée de nouvelles taxes locales, Pékin a de nouveau été mise sous perfusion par l'Etat pour lui rendre son lustre d'antan.

FG : Au début du XXe siècle, y avait-il une rivalité dans la recherche de modernité entre Pékin et des villes de concessions comme Shanghai et Tianjin ?

LG : Je pense que oui. A partir de 1860, avec la fin de la deuxième guerre de l'opium, l'ouverture plus importante du pays a entraîné une présence occidentale accrue. Shanghai, Tianjin, Canton et Hankou (l'une des trois villes de l'actuelle Wuhan) étaient les têtes de pont de la modernité occidentale en Chine. Shanghai est de ce fait plus lisible pour des Occidentaux que ne l'est Pékin. Pour la capitale, la période du début du XXe siècle a été une période de rattrapage. Les importants travaux que Pékin a connus durant cette période visaient à remettre la ville au cœur du paysage urbain chinois où son influence avait décliné.

FG : On a peu de traces du point de vue des habitants au début du XXe siècle, mais en revanche au XXIe siècle, quelles ont été les répercussions sur les modes de vie des habitants?

JA : Cela varie en fonction des lieux, des profils sociaux voire des générations. Certains quartiers ont été démolis, les habitants ayant déménagé plutôt facilement. Dans les quartiers de hutong¹, les logements anciens sont exigus et peu confortables, ce qui pousse les plus jeunes à désirer déménager, notamment pour avoir plus d'intimité. D'autres voient dans les projets de démolition de leur quartier une opportunité d'investissement dans un bien immobilier qu'ils n'auraient jamais eue sinon. Les habitants les plus âgés, eux, sont attachés à la structure du quartier malgré l'inconfort du froid en hiver et l'accès à des toilettes publiques en extérieur. Du fait des liens forts d'interconnaissance au sein de ces quartiers, ceux qui sont partis peuvent se sentir déracinés et reviennent parfois sur place. J'ai, par exemple, rencontré des vendeurs de rue qui revenaient vendre devant leur ancien logement détruit.

Les résidences des nouveaux quartiers n'ont pas d'identité pékinoise marquée mais font l'objet d'appropriation. Ainsi, des activités quotidiennes communes qui avaient lieu dans les anciens quartiers se déroulent dans les espaces partagés. Le point de vue des habitants est important pour saisir les transformations de la ville et ne pas se contenter de regarder le bâti au seul niveau physique et ces espaces communs sont intéressants car, du fait de la rapidité des transformations, leur droit d'usage n'est pas clairement défini, ni pour les propriétaires, ni pour les promoteurs. Ceux-ci, souvent perçus comme des « ennemis » en cas de démolition et d'expulsions peuvent l'être aussi par les propriétaires dans le cas des constructions nouvelles car les engagements sur les espaces communs lors de la vente sur plans n'ont pas toujours été respectés. A Pékin, la mutation d'un jardin commun en immeuble supplémentaire au sein d'un ensemble résidentiel avait ainsi fait jurisprudence, au profit des propriétaires au début des années 2000 !

FG : Les associations de propriétaires reflètent l'émergence de groupes visant à la défense d'intérêts communs. Qu'en est-il des comités de résidents ?

JA : Dans les anciens quartiers, il n'est pas possible de former une association de propriétaires et les habitants ne peuvent être représentés que par leur comité de résidents (juweihui). Celui-ci est censé être la voix des habitants mais c'est aussi une organisation satellite du régime communiste, qui fait partie de ce système para-administratif qui a eu une gestion, si ce n'est totalitaire, du moins totalisante de la population. Les unités de travail (danwei) étaient chargées de fournir un travail à leurs employés mais aussi l'aide médicale et les aides pour la retraite, l'éducation, l'attribution du logement etc. Comme les quartiers anciens préexistaient à la mise en place des unités de travail, les comités de résidents ont été créés pour encadrer les résidents qui n'étaient pas pris en charge par une danwei. A l'origine, ce sont des délégués des habitants, proches du régime, des activistes politiques, qui sont aussi des acteurs du contrôle social en charge de la surveillance des mœurs. Petit à petit, du fait des réformes, le rôle de la danwei en tant que prestataire de services pour ses employés décline, ce qui amène le comité de résidents à se professionnaliser. Avec le développement du chômage et l'apparition des travailleurs indépendants, le nombre de personnes hors du cadre d'action des danwei augmente et les membres du comité de résidents deviennent des travailleurs sociaux. Les membres du comité de résidents ont donc une position ambiguë car ils sont recrutés par la municipalité pour jouer un rôle de travailleurs sociaux mais ce sont aussi des acteurs de l'action publique. C'est une organisation

¹ Hutong (胡同): ruelles bordées de maisons à cour carrée, les siheyuan (四合院), formant un tissu urbain spécifique à la ville de Pékin

autogérée mais néanmoins satellite de l'administration municipale. En cas de destruction du quartier, les habitants doivent donc se tourner vers quelqu'un d'autre pour défendre leurs intérêts.

FG : Luca Gabbiani nous a décrit la part prise par les militaires dans la gestion de la ville au début du XXe siècle, on voit aujourd'hui des acteurs d'organisations satellites du régime communiste se professionnaliser en travailleurs sociaux : y a-t-il des continuités déguisées?

LG : L'Etat, sous la période communiste et même pendant la période républicaine, a pénétré la société de manière bien plus importante que pendant la période impériale. Cela s'est notamment fait par une multiplication du nombre de fonctionnaires. Sous l'empire, la pression fiscale était basse et il y avait peu de fonctionnaires. Du fait de cette présence faible de l'Etat, à Pékin comme dans les autres villes chinoises, il y avait un mouvement associatif fort qui permettait à la population urbaine de prendre part à la gestion de la ville. Etre pékinois sous les Qing, du moins avant le milieu du XIXe siècle, c'était être mis à l'abri des famines et des disettes par l'Etat. A côté de ça on voit dans les sources épigraphiques, en particulier les stèles des temples, que ce sont des associations qui prenaient en partie en charge l'aide aux indigents, la sécurité ou les interventions contre les incendies.

Ces associations étaient ancrées localement au niveau d'un temple et de ce qu'on appellerait un « saint patron » dans un cadre européen. Les sources sont minces mais montrent qu'il y avait des liens entre ces associations et les autorités locales avec la cooptation d'une personne issue de la population (zongtou) pour servir de relais. On connaît mieux la situation dans les campagnes où, dans le cadre du système du baojia², un responsable pour un groupe de familles surveillait la communauté locale et tenait un registre pour les personnes accueillies. Ce système a fonctionné par moments mais a été plutôt dormant du fait de sa lourdeur. La conclusion vaut également pour le système équivalent (shijiahu) mis en place à Pékin. Il y avait une pression « idéologique » pour une organisation locale du contrôle ce qui constitue une forme de continuité. Continuité ne veut cependant pas dire même chose : il y a une nouvelle phase de construction de l'Etat au début du XXe siècle et surtout une pénétration de la société sans précédent avec l'Etat communiste.

FG : Mettre la ville en spectacle semble être un point commun entre la ville capitale qui accueille les Jeux Olympiques au XXIe siècle et la ville au début du XXe siècle : quel rôle a joué l'Etat ?

LG : L'Etat impérial a fonctionné à l'économie du point de vue humain, mais c'était moins le cas à Pékin qui était plus lourdement administrée. Le personnel censé gérer la ville était d'origine militaire. En effet, les Mandchous qui occupaient la ville construite sous les Ming, ne pouvaient être que militaires ou fonctionnaires. C'est cette partie de la population urbaine qui administrait la ville. La présence étatique était donc comparativement importante par rapport à d'autres lieux en Chine, ce qui est encore le cas aujourd'hui.

La mise en spectacle était plus un poids pour les Pékinois qu'autre chose. C'est toujours le cas aujourd'hui. Au début du XXe siècle, les Pékinois n'étaient pas invités aux festivités des cérémonies impériales. Lorsque l'empereur sortait de la Cité interdite pour aller au Temple du Ciel, les rues étaient bloquées et des tentures tendues pour que les habitants ne

² Le système baojia (保甲) est institué au XIe siècle, sous la dynastie Song, afin de réduire les coûts militaires et permettre au peuple d'assurer sa propre sécurité. Organisée en unités de 10 familles, la société civile est responsable de la collecte de l'impôt, l'application de la loi et le recensement local de la population.

puissent pas voir passer l'empereur. Aujourd'hui encore à Pékin, les personnes chargées du pouvoir ne sont que très peu visibles ou accessibles dans l'espace urbain.

FG : Les Jeux Olympiques ont été l'occasion d'une nouvelle mise en scène de la ville, que se passait-il dans les quartiers d'habitation ?

JA : La métaphore théâtrale est vraiment pertinente pour décrire Pékin pendant les Jeux Olympiques. Les comités de résidents ont été chargés de policer les mœurs, d'éduquer les habitants, de les mettre au niveau qu'on attend d'une métropole internationale. Il fallait camoufler les défauts de la ville et les habitudes de ses habitants : « Ne pas relever son T-shirt quand on a chaud, ne pas cracher, ne pas crier ». Des bénévoles ont aussi été recrutés pour enseigner l'anglais afin de se préparer à l'internationalisation de la ville et des personnes ont même été recrutées pour apprendre aux gens à faire la queue dans les transports en commun.

Ces campagnes ont été beaucoup moins mises en œuvre dans les nouveaux quartiers dits « civilisés » (wenming) où les gens sont déjà attentifs aux espaces communs. Mais il faut rappeler que les habitants sont très ironiques vis-à-vis de ces campagnes et les comités de résidents, comme les habitants, ont un certain recul sur ces demandes d'apparence. Par exemple, pour un règlement visant le linge séchant aux fenêtres, les comités se sont contentés de demander aux habitants de « jouer le jeu » pendant une semaine.

FG : Dans ce jeu de rôle, quel a été l'effet du remplacement des locataires par des propriétaires ?

JA : Les comités de propriétaires ont introduit de nouvelles formes de prise en charge des habitants par eux-mêmes. Cela produit parfois des unions fortes, par exemple contre les promoteurs, mais la mise en commun d'idées est sans doute plus difficile. Le comité de résidents peut alors être appelé à l'aide pour jouer un rôle de médiateur. Il faut dire que les résidences peuvent compter une dizaine de milliers d'habitants et il est donc difficile pour eux de se mettre d'accord. Dans une résidence où j'ai mené une enquête, les habitants ne voulaient plus élire de comité de propriétaires à cause d'une expérience précédente qui avait mal tourné dans le passé.

FG : Quelles ruptures, quelles continuités aimeriez-vous partager à propos de Pékin ?

LG : Une des continuités incontestables est l'importance du statut de capitale de la ville. Avec des interruptions, Pékin est restée la capitale du pays depuis la dynastie Mongole. Il n'y a cependant pas vraiment de « vieux pékinois » car la plupart des gens qui se considèrent de Pékin peuvent tout aussi bien estimer que leur famille, à distance de quelques générations, vient de telle ou telle province. C'est un peu la même chose qu'à Paris, et sans doute dans toutes les grandes villes.

FG : Il est frappant de voir comment les écoles à Shanghai insistent sur la nécessité de parler la langue commune (putonghua) alors qu'aujourd'hui c'est l'inverse, car on cherche à développer l'identité shanghaienne face à l'afflux de populations extérieures. A Pékin, comment les nouveaux arrivants se familiarisent-ils avec la ville aujourd'hui ?

LG : Les migrants connaissent un processus d'urbanisation qui passe par une transformation des manières d'être. Se fondre dans la masse et dans la mode urbaine implique une consommation accrue dans certains domaines comme l'habillement et la coiffure. Les mi-

grants aujourd'hui préfèrent la vie en ville et rentrer chez eux leur est souvent difficile, même temporairement, comme pour les fêtes du Nouvel an (chunjie). Il demeure cependant une vraie distinction, au sens de Bourdieu, de classe et d'origine de ces migrants en ville. La même chose était vraie à l'époque impériale où les villes étaient des lieux de brassage du fait des commerçants en particulier.

JA : On voit que certaines pratiques sont employées par les vieux Pékinois (laobeijing) pour se distinguer de leurs voisins. Il y a bien sûr le dialecte mais aussi un attachement à certaines pratiques comme la culture de certaines plantes telles les courges, ou faire tourner des noix dans sa paume ou encore élever des oiseaux que l'on sort avec leur cage dans la rue.

Certains lieux symboliques de la capitale sont des lieux de sociabilité importants pour les Pékinois. Se rendre régulièrement à la Colline de charbon, au Temple du Ciel ou au Palais d'été et y prendre part à des activités collectives comme des chorales de chansons locales est important pour se définir comme « vieux Pékinois ». Il y a une rupture importante due aux transformations de l'habitat. La marchandisation du logement a donné lieu à de nouveaux codes et de nouvelles formes urbaines avec la création de nouveaux espaces parfois très ségrégués. Dans les nouveaux ensembles de logements, l'accès à la résidence est restreint par des vigiles et certaines pratiques populaires des quartiers anciens n'y sont pas admises.

LG : Alors que la mémoire des pratiques culturelles en ville et l'habitus urbain ont été perdus au cours des années 1950 à 1970, certaines pratiques comme les festivals et les foires de temples sont maintenant reprises. Par exemple, il y a depuis une vingtaine d'années, une renaissance d'un pèlerinage au temple Miaofengshan³ qui était un lieu de pèlerinage très important à l'époque impériale. Il y a une fierté à se dire « vieux Pékinois » mais les ruptures sont cependant très nettes et on reconstruit aujourd'hui des pratiques qui ont été interrompues.

3 Voir le film de Patrice Fava, 《妙峰山庙会，400年的历史》, Le pèlerinage de Miaofengshan, 400 ans d'histoire, (2h), version chinoise sous-titrée, 2016.

FG : Voilà une belle transition pour annoncer la prochaine séance du 7 mars qui portera sur le patrimoine culturel immatériel et la renaissance des pratiques culturelles modestes. La parole est maintenant à la salle pour les questions.

Q : Vous avez parlé de l'identité pékinoise d'un point de vue culturel mais non pas institutionnel. Le hukou⁴ est pourtant important et nécessaire pour avoir accès aux services sociaux.

JA : Les comités de résidents, par exemple, ne sont pas chargés d'aider les migrants ce qui pose problème car toute une partie de la population n'est pas prise en charge ! Dans plusieurs villes, le hukou a été assoupli mais ce n'est pas encore le cas à Pékin. Il y a des ONG locales à Pékin qui apportent un appui aux migrants et il y a des expérimentations de partenariat avec les administrations locales au profit des migrants, mais le hukou reste un obstacle fondamental pour une prise en charge effective dans les grandes villes.

LG : On peut considérer que le système du baojia est un des antécédents du hukou. Pourtant, à la différence de celui-ci, le hukou a été appliqué strictement. Cela a créé un statut privilégié pour les urbains ce qui est une source d'inégalités actuellement.

Q : Quelles sont les formes d'urbanité informelle existant à Pékin ?

JA : Le travail de surveillance des comités de résidents, les mesures anti-squats, et les appels à la délation limitent les pratiques informelles. De plus, quand les habitants sont expropriés, les logements sont détruits. Il n'y a donc que peu d'espaces en friche qui peuvent faire l'objet de squat.

FG : Historiquement, les employeurs (les danwei) étaient chargés de gérer l'ensemble de la vie sociale de leurs employés ce qui limitait les migrations. Le système du hukou interdisait de s'installer où l'on voulait habiter. Après les réformes des années 1990, le comité de résidents qui a pour vocation le contrôle social a pris le relais des danwei. Globalement, la Chine est un pays qui est densément peuplé, et manque de terres, malgré son étendue géographique. Le contrôle des flux migratoires était donc une priorité dans un pays qui contrôlait sérieusement l'espace habitable et cultivable.

Q : Sur les grands chantiers de construction, des préfabriqués sont construits pour loger les ouvriers. Ces lieux sont-ils contrôlés pour limiter le nombre de personnes qui y logent ?

JA : Ce sont avant tout les ouvriers travaillant sur place qui y sont logés. Je n'ai pas étudié le contrôle de ces espaces en particulier.

LG : Il y a énormément de formes de migrations en Chine. L'une d'entre elles peut être organisée par un chef de village qui négocie avec la société de construction ou l'employeur et qui vient en ville avec une équipe de travailleurs de son village. Le secteur de la construction a fait appel à un très grand nombre de travailleurs migrants ces dernières décennies, en s'appuyant sur quelques bassins migratoires et des chaînes migratoires identifiées.

4 Le hukou (户口) est un certificat de résidence qui indique le lieu de résidence officiel d'une personne, il conditionne l'accès au logement, aux soins médicaux, à l'école.

FG : L'hébergement sur les chantiers de construction est précisément l'objet d'un travail de master de deux étudiantes de Lausanne. Elles montrent que les conditions varient énormément d'un chantier à l'autre. Parfois les épouses des ouvriers sont logées sur place ; on peut aussi avoir un terrain de basket prévu, un cinéma, alors que d'autres chantiers ont des équipements minimaux.

Q : Les ouvriers logent sur le chantier de manière temporaire ?

FG : Les conditions ont beaucoup changé : je cite ces exemples de services dans des métropoles comme Shanghai, alors qu'en 1997, lors de la construction de la gare de Pékin, 30 000 ouvriers travaillaient sur le chantier et l'architecte en chef ne savait pas où logeaient les ouvriers !

LG : Citons aussi le groupe Foxconn où des agglomérations de 100 000 à 200 000 personnes sont créées autour des usines. Les ouvriers, en majorité des jeunes filles, sont issus de quelques bassins migratoires et sont logés en dortoirs. Les migrants ne quittent guère alors leur lieu de travail, où ils sont logés, nourris. On revient en quelque sorte au modèle de l'unité de travail.

Q : Ces logements sont temporaires ?

LG : Ce n'est pas le cas dans des usines comme Foxconn (Hon Hai) à la différence des chantiers de construction.

Q : Comment analyser la situation actuelle avec le développement des réseaux, du métro ? Le contrôle social au niveau local est-il encore effectif alors que se développent de tels réseaux de mobilité ?

JA : Le métro a vraiment transformé le rapport à la ville. Il y a de nouveaux pôles résidentiels très éloignés du centre mais très bien desservis, entraînant une migration matinale, comme le quartier Tiantongyuan situé sur la ligne 5 du métro. Depuis longtemps, il n'est plus possible de contrôler les habitants du matin au soir comme auparavant. Pour les comités de résidents, l'ambition de contrôle se limite aux bénéficiaires de l'allocation de survie (dibaohu) pour s'assurer qu'ils n'ont pas de richesses cachées.

Le régime d'administration des quartiers nouveaux d'habitations est aussi mis à mal par la mobilité, avec des propriétaires de plusieurs appartements qui n'habitent pas nécessairement à l'adresse indiquée à l'administration. Le système d'administration de la population basé sur le lieu d'habitation n'est plus forcément pertinent.

LG : A Pékin, le métro représente la modernité. Le coût du ticket était encore élevé il y a quelques années. Certaines personnes ne pouvaient pas se permettre de prendre le métro et préféraient prendre le bus, trois fois moins cher. Le type de transport utilisé était alors un marqueur social. Cet aspect s'est effacé aujourd'hui car bus et métro ont adopté le même type de tarification, qui est variable en fonction de la distance.

FG : Il faut aussi noter le changement de mentalités. Au tout début des années 2000, un architecte, Cui Kai, défendait la mise en place d'un réseau de transports publics auprès de la Municipalité de Pékin. C'est le choix inverse qui a été fait, privilégiant l'essor de l'automobile. Le développement du métro n'a eu lieu qu'après que le tissu urbain historique ait été profondément meurtri par la construction de larges voies routières au centre-ville.

Q : Les alertes à la pollution à Pékin sont récurrentes dans la presse. Existe-t-il un lien entre les comités de résidents et l'entretien des espaces verts ?

JA : Les résidents sont mis à contribution pour l'entretien et la plantation des espaces verts. Des injonctions pour que les quartiers intègrent des espaces verts montrent la prise de conscience de leur utilité. Il reste cependant un décalage entre les mesures déjà prises et la gravité de la pollution qui tient beaucoup aux usines implantées au-delà de Pékin.

Remerciements et fin du débat

Compte-rendu établi par Emmanuel Caron, doctorant à l'EHESS, avec la complicité de Xie Lingqiong, post-doctorante à l'EPHE, chercheuse associée du CECMC, et revu par les intervenants.